

University at Albany, State University of New York

Scholars Archive

Languages, Literatures & Cultures

Honors College

5-2012

Âge d'or ou déclin avancé ? : Les succès et les échecs de la IIIe République en France, 1870-10940 (Golden Age or Rusted Decline?: The Successes and Failures of the Third Republic in France, 1870-1940)

John R. Teevan III

University at Albany, State University of New York

Follow this and additional works at: https://scholarsarchive.library.albany.edu/honorscollege_llc



Part of the [French and Francophone Language and Literature Commons](#)

Recommended Citation

Teevan, John R. III, "Âge d'or ou déclin avancé ? : Les succès et les échecs de la IIIe République en France, 1870-10940 (Golden Age or Rusted Decline?: The Successes and Failures of the Third Republic in France, 1870-1940)" (2012). *Languages, Literatures & Cultures*. 1.

https://scholarsarchive.library.albany.edu/honorscollege_llc/1

This Honors Thesis is brought to you for free and open access by the Honors College at Scholars Archive. It has been accepted for inclusion in Languages, Literatures & Cultures by an authorized administrator of Scholars Archive. For more information, please contact scholarsarchive@albany.edu.

Âge d'or ou déclin avancé ? :
Les succès et les échecs de la III^e République en France,
1870-1940

(Golden Age or Rusted Decline?:

The Successes and Failures of the Third Republic in France, 1870-1940)

An Undergraduate Honors Thesis presented to the
Department of Languages, Literatures & Cultures
University at Albany, State University of New York
in partial fulfillment of the requirements
in the French Studies Honors Program and The Honors College

Directed by:

Jean-François Brière, Ph.D.

Professor of French Studies

John R. Teevan III

May 2012

Although my Honors Thesis is required to be written in French, I am happy to provide an English abstract below as a convenience for readers interested in my research but who do not read French.

ABSTRACT:

After a crushing defeat in the Franco-Prussian War, the first durable manifestation of the principles of the 1789 French Revolution arose from the ashes of the defeated authoritarian Second Empire. The Third Republic is still today the longest-lasting regime in France after the fall of the Ancien Régime. However, the Third Republic is infamous for its inability to adjust to the devastating effects of World War One, the economic crisis during the Great Depression and the ideological polarization between Fascism and Communism. One of the main weaknesses of the regime is found in its ministerial instability. For example, between May 1932 and February 1934, the average government lasted only four months.¹ Today, one of the connotations of the Third Republic is that of an incompetent and decadent system that was powerless against Nazi aggression. I seek to reevaluate the achievements and the weaknesses of Third Republic through a political, constitutional and ideological lens. Through analyzing sources that shed light on the trials of the regime and the actual causes that led to the fall of the Republic in 1940, I ask the question: was the Third Republic more a success or more a failure?

Despite the pressures put on the republic following the Great War, I argue that the Third Republic was still a highly successful regime. Its seventy years of stability contrast to the frequent revolutions of the 19th Century. One of the other major successes of the Third Republic

¹ Muriel Montero, *La France de 1914 à 1945* (n.p.: Armand Colin, 2001), p. 148.

is found in what historians Jean-Pierre Azéma and Michel Winock call “ideological cement”². This national unity was evidenced by colonial expansion, patriotism, linguistic unification of the country and esteem for common values (such as a secular representative democracy elected by all Frenchmen regardless of social class). Some of the political successes of the Third Republic include very nearly, yet nonetheless successfully, averting death to a threat from both the right and the left: the Boulanger crisis and the threat of a French Communist revolution, both targeting the parliamentary system of the Republic. Both threats were very real but were successfully averted as a result of the Republic’s ideological and constitutional assets.

The fall of the Third Republic in 1940 was clearly not a manifestation of its weaknesses, but simply a result of a military catastrophe and Hitler’s invasion. I argue that more emphasis should be placed on strained international relations, rather than constitutional flaws within the parliamentary system, when analyzing the fall of the Third Republic. With its founders wanting a representative democracy but having only two short-lived republics and many long-lasting authoritative monarchies to look at as precedent in France, the Third Republic was a remarkable success.

² My translation; Jean-Pierre Azéma & Michel Winock, « *Naissance et mort ...* »: *La III^e République (1870 – 1940)* (Paris: Calmann-Lévy, 1976), p. 100.

I. INTRODUCTION

Pour comprendre la III^e République, il faut commencer bien avant 1870. La Révolution de 1848 a aboli la Monarchie de Juillet. Louis-Napoléon Bonaparte est élu Président de la République par suffrage universel.³ La Constitution de la II^e République limitait le président à ne pas être réélu après quatre ans.⁴ Louis-Napoléon a fait un coup d'État en 1851, approuvé par un plébiscite au suffrage universel.⁵ Il est devenu « président de la République » pour un mandat de dix ans, le seul mécanisme d'équilibre étant le rapport au peuple à travers les plébiscites.⁶ Le 2 décembre 1852, anniversaire du Premier Empire, Napoléon III a proclamé le Second Empire.⁷

En juillet 1870, ce traître de la République a déclaré la guerre contre la Prusse.⁸ Le 2 septembre 1870, moins de deux mois après le début de la guerre, l'empereur Napoléon III est capturé par les Prussiens sans successeur.⁹ La défaite pendant la Guerre franco-prussienne était humiliante pour la France. Au contraire, l'empire allemand était unifié avec le Kaiser couronné dans la Galerie des glaces à Versailles. Victor Hugo a écrit *L'Année terrible* qui décrivait la guerre et la Commune pendant cette époque de crise en France. La Commune de Paris, un soulèvement sanglant contre le gouvernement d'Adolphe Thiers et incité par la capitulation, s'est terminée avec beaucoup de destructions. Le gouvernement provisoire à Paris devait créer un nouveau gouvernement. Mais ils ont fait plus que cela ; ils ont créé un nouveau système républicain.

³ Frédéric Bluche, *Manuel d'histoire politique de la France contemporaine* (Paris: Presses Universitaires de France, 2008), p. 172.

⁴ Jean Carpentier, François Lebrun, Élisabeth Carpentier, Jean-Marie Mayeur, & Alain Tranoy, *Histoire de France* (Paris: Éditions du Seuil, 1987), p. 280.

⁵ Ibid., p. 281.

⁶ Ibid., p. 281.

⁷ Bluche, *Manuel d'histoire politique*, p. 158.

⁸ Ibid., p. 170.

⁹ Jean-Marie Mayeur, *La vie politique sous la Troisième République: 1870 – 1940* (Paris: Éditions du Seuil, 1984), p. 14.

Seulement deux jours après la reddition de l'empereur, le vice-président¹⁰ du gouvernement provisoire Jules Favre a proclamé la République¹¹, et le ministre de l'Intérieur¹² Léon Gambetta a annoncé la fin du règne de Napoléon III.¹³ La III^e République, souvent décrite comme l'âge d'or de la démocratie française, a une mystique. Jusqu'à aujourd'hui, elle est le régime qui a duré le plus longtemps depuis la chute de l'Ancien Régime. Les historiens Jean-Pierre Azéma et Michel Winock notent :

« Aussi laborieuse fut la naissance de la troisième République, aussi étonnante fut sa longévité. S'il est vrai que les qualités d'un régime politique ne sont pas forcément proportionnelles à sa durée, on ne peut pas, dans le cas français, ne pas prendre en considération cette évidence qui saute aux yeux : après plus de quatre-vingts ans d'instabilité constitutionnelle, entre 1789 et 1870, la France jouit enfin, disons à partir de 1879, d'un régime politique dont la stabilité étonne encore. Pour parodier le mot de Marx sur la Commune, nous dirions que la troisième République est "la forme politique enfin trouvée" de la société française du XIX^e siècle ... »¹⁴

Donc, pourquoi ce régime a-t-il duré si longtemps ? Et pourquoi s'est-il terminé ? L'historien Jacques Néré répond à cette question avec une réponse simple : « La Troisième République n'est morte ni de ses fautes ni d'un déclin naturel, mais uniquement d'un désastre militaire. »¹⁵ Je vais aborder les raisons pour l'essor puis le déclin de la III^e République. L'effondrement était-il simplement le résultat d'une bataille militaire perdue ? Ayant vu la

¹⁰ Pierre Pierrard, *Dictionnaire de la III^e République* (Paris: Librairie Larousse, 1968), p. 119.

¹¹ Carpentier et al., *Histoire de France*, p. 286.

¹² Pierrard, *Dictionnaire de la III^e République*, p. 134.

¹³ Carpentier et al., *Histoire de France*, p. 286.

¹⁴ Azéma & Winock, « *Naissance et mort ...* », p. 99.

¹⁵ Jacques Néré, *La Troisième République: 1914 – 1940* (Paris: Librairie Armand Colin, 1965), pp. 207-208.

faiblesse des gouvernements français à répondre à la menace nazie, je demande la question : La III^e République, a-t-elle été plus un succès ou un échec ? Ici, j'analyse les succès et les échecs de la III^e République en France, et aussi les causes du déclin du régime.

II. LE « CIMENT IDÉOLOGIQUE » DE LA III^E RÉPUBLIQUE

La III^e République a instauré une certaine unité idéologique en France. Le succès de cette cohésion autour du nationalisme était particulièrement impressionnant après l'humiliation de la défaite dans la Guerre franco-prussienne. De plus, cette nouvelle union n'était pas basée uniquement sur la nation mais aussi sur un nouveau système : la République. Azéma et Winock décrivent ce « ciment idéologique » qu'avait la III^e République :

« un régime politique de type libéral ne peut avoir de durée véritable, sans une concordance suffisante entre ses principes constitutifs et les intérêts d'une base sociale assez solide et nombreuse. ... la réussite de la troisième République, jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, était tributaire dans une large mesure de son " ciment idéologique ". La troisième République a eu le mérite de créer une mystique collective que ni la Quatrième, ni – jusqu'à ce jour – la Cinquième n'ont été capables d'inspirer aux citoyens français. »¹⁶

Je note que le livre de ces auteurs a été publié en 1976, quelques années après les manifestations en 1968. Les manifestations en mai 1968 ciblaient de Gaulle, le fondateur de la V^e République et aussi le libérateur qui a libéré la France pour permettre à la IV^e République d'exister. Il faut tenir compte que peut-être Azéma et Winock décrivaient la « mystique » de la III^e République comme une idéologie absente dans les Républiques suivantes à cause des

¹⁶ Azéma & Winock, « *Naissance et mort ...* », p. 100.

problèmes récemment arrivés à ce moment-là. De plus, la III^e République était la première République réussie, donc les Français pendant ce régime pouvaient s'unir sous une nouvelle idéologie.

II. A. La première République réussie

Pour voir comment les Français aimaient leur République, regardons les mots d'un citoyen, Frédéric Ozanam, qui a observé la Révolution de 1848 et la création de la II^e République, et qui a décrit en mars 1848 : « On a proclamé la République sans fanatisme et sans opposition ; tout le monde l'accepte, parce que la monarchie, trois fois essayée sous Napoléon, Louis XVIII et Louis-Philippe, a trois fois donné preuve de son impuissance. Tout le monde est décidé à faire l'expérience d'une nouvelle forme de gouvernement ... »¹⁷ Même si la France avait la monarchie comme système de gouvernement pendant le Premier Empire, la Restauration et la Monarchie de Juillet, la France allait devenir encore une monarchie sous le Second Empire. Ce n'était qu'avec la III^e République qu'un système démocratique était établi qui marchait bien et durait longtemps. Mais on peut voir avec les mots d'Ozanam comment les Français voulaient un système républicain, et pourquoi le Second Empire a été changé si rapidement en République après la chute de Napoléon III. L'amour pour la République, en 1848 et aussi en 1870, montrait pourquoi le Second Empire a été abandonné si rapidement. Même avant la proclamation de Gambetta à Paris deux jours après la capitulation de l'empereur, les villes de Lyon et Marseille avaient proclamé une république.¹⁸ La République était un régime bien attendu.

Les historiens Jean-Yves Mollier et Jocelyn George écrivent : « la République fut le plus grand dénominateur commun des Français dans le dernier tiers du XIX^e siècle et le premier du

¹⁷ Frédéric Ozanam, *Lettres de Frédéric Ozanam* (Paris: CELSE, 1978), pp. 378-388.

¹⁸ Mayeur, *La vie politique sous la Troisième République*, p. 14.

suivant. Fondée sur le sentiment d'appartenir à la même nation, cette réussite traduit l'intégration de plus en plus massive des citoyens au régime. »¹⁹ La III^e République était bien soutenue par le peuple français, un signe de succès.

Pour voir comment la première République réussie était unifié autour de son « ciment idéologique », notons le cas du début du régime. Le comte de Chambord, petit fils du roi Charles X, était descendant de la famille Bourbon.²⁰ Il revendiquait le trône sous le nom d'Henri V,²¹ et le système aurait pu devenir une monarchie. On peut voir les thèmes nationalistes du royaume autour du roi Henri IV, un roi qui a unifié la France pendant une crise (les Guerres de religion). Le moment propice était venu avec la chute de l'empire et le chaos et l'ambiguïté du régime au début. Mais le comte de Chambord n'a pas établi un royaume comme celui d'Henri IV : la III^e République était établie, avec le nationalisme autour de la République et non pas du roi.

II. B. Le nationalisme républicain

Le nationalisme autour de la République était un élément fondamental du régime. Pendant la Première Guerre mondiale, les soldats français défendaient plus que leur patrie. Ils défendaient le système démocratique de la III^e République et l'idéologie républicaine. La profondeur de cette idéologie chez les Français de l'époque est bien résumée par Azéma et Winock avec la description du Chant du Départ :

« La République nous appelle

Sachons vaincre ou sachons périr

¹⁹ Jean-Yves Mollier & Jocelyne George, *La plus longue des Républiques: 1870 – 1940* (n.p.: Librairie Arthème Fayard, 1994), p. 8.

²⁰ Pierrard, *Dictionnaire de la III^e République*, p. 59.

²¹ *Ibid.*, p. 59.

Un Français doit vivre pour elle

Pour elle un Français doit mourir.

Ce même chant qu'on entonnait, de la Bastille à la Nation, contre les ennemis de la République, en 1900 ; ou encore, au mois d'août 1914, dans les gares et dans les trains partant pour l'Est, en mêlant dans son cœur la France et la République, et l'on allait d'autant mieux défendre la France qu'elle était cette République de la Révolution et de la " Liberté sublime ", qui éclaire le monde. ... Par eux, l'amour naturel de la patrie s'est commué en fière et affectueuse passion pour un régime qui était plus qu'une institution, puisqu'il résumait en lui, ou malgré lui – malgré ses insuffisances et ses faiblesses – les plus hautes aspirations de l'humanité vers la Liberté et le Progrès. »²²

La III^e République était beaucoup plus qu'un régime qui a existé et puis a été remplacé. Elle représentait l'essentiel de l'idéologie française. Comme manifestation de l'idéal du système politique français, elle a été un grand succès.

Dans un sens, l'idéologie a sauvé la République. Néré écrit : « La France reste le pays de la Révolution, celui qui a enseigné la liberté au monde ; en face des Empires Centraux autoritaires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, elle est la République. »²³ Comme pays neutre observateur, les États-Unis étaient poussés vers les démocraties parlementaires anglaise et française. Surtout après que la Russie tsariste a fait la paix avec les Allemands, les Américains penchaient pour « la République » française et non pas « des Empires Centraux autoritaires ». Vu que l'intervention américaine du côté des Alliés a sauvé la France, et par conséquent la III^e République, on peut dire que le système républicain a sauvé le régime lui-même.

²² Azéma & Winock, « *Naissance et mort ...* », p. 144.

²³ Néré, *La Troisième République*, p. 8.

Sous la III^e République, en plus de la défense, la « revanche » contre l'Allemagne unifiait les Français aussi. Le traité du février 1871 après la Guerre franco-prussienne a donné l'Alsace et la Lorraine et une indemnité de 5 milliards francs d'or (2,5 fois le budget annuel français à l'époque)²⁴ à la Prusse. De plus, les Prussiens ont reçu le droit de défiler à Paris, ce qui humiliait les Français.²⁵ Pendant toute la III^e République, il y a eu une unité nationale contre l'Allemagne. On peut voir le nationalisme pendant la Grande Guerre, mais il faut noter aussi le rêve d'une invasion française des provinces perdues (la « Revanche »). Cela faisait partie du « ciment idéologique » du régime. Cette cohésion nationale était un grand succès du régime. Elle unifiait les Français de toutes les classes sociales.

III. LES VALEURS ET LES RÉUSSITES

III. A. La démocratie parlementaire

La première valeur fondamentale de la III^e République était la démocratie parlementaire. Avant la III^e République, les élections sous le Second Empire n'étaient pas libres, avec les candidats « officiels » choisis par le gouvernement.²⁶ Même né d'une démocratie, le Second Empire n'était pas du tout démocratique, avec des pressions sur les élections.²⁷ La participation aux élections libres sous la III^e République avait comme conséquence l'élection de personnes venant des classes non-privilegiées aux postes locaux, au contraire du Second Empire.²⁸ Pour

²⁴ Charles Sowerwine, *France Since 1870: Culture, Society and the Making of the Republic* (New York: Palgrave Macmillan, 2009), p. 15.

²⁵ Ibid., p. 15.

²⁶ Bluche, *Manuel d'histoire politique de la France contemporaine*, p. 172.

²⁷ Ibid., pp. 172-173.

²⁸ Mollier & George, *La plus longue des Républiques*, p. 86.

l'Assemblée nationale, les élections nationales à suffrage universel ont créé une démocratie parlementaire qui empêchait un Président de la République de faire un coup d'État comme Louis-Napoléon l'avait fait.²⁹ C'était un grand succès de la III^e République d'avoir gardé son système républicain face aux menaces telles que le boulangisme (quand la République a failli être remplacée par un coup d'État). Comme l'ont dit Azéma et Winock ci-dessus, la stabilité du régime « étonne encore ».

III. B. Séparation de l'Église de l'État

Contre la volonté de beaucoup de religieux français et de politiciens à droite, la séparation de l'Église et de l'État fut votée par la Chambre des Députés en juillet 1905.³⁰ La laïcité de l'État triomphait en rompant la tradition du Concordat établi entre Napoléon et le pape en 1801.³¹ Le vote sur la séparation à la Chambre des Députés (341 oui contre 233 non)³² montrait la bonne marche et la victoire de la démocratie même quand tout le monde n'était pas d'accord sur une question. La majorité a gagné (au contraire du système sous l'Ancien Régime où une minorité exploitait la majorité). De plus, le Concordat créé il y a plus d'un siècle a été modernisé et mis à jour pour une République moderne laïque. La séparation de l'Église et l'État est toujours un aspect fondamental de la société française aujourd'hui. Dans un sens, la République a remplacé l'Église catholique comme l'institution nationale qu'elle était en France avant la Révolution française³³ et surtout après la Révolution.³⁴ Des comparaisons entre l'Église

²⁹ Bluche, *Manuel d'histoire politique de la France contemporaine*, p. 171

³⁰ Mollier & George, *La plus longue des Républiques*, p. 306.

³¹ *Ibid.*, p. 306.

³² *Ibid.*, p. 306.

³³ André Burguière & Jacques Revel, *Histoire de la France* (n.p.: Le Seuil, 1993), vol. IV, p. 342.

³⁴ Mollier & George, *La plus longue des Républiques*, p. 305.

du Moyen Âge et la République sous la III^e République montrent que le système républicain était bien enraciné dans la société française et dans les cœurs des citoyens.

III. C. Progrès social

En 1885, bien avant la séparation de l'Église et l'État, les Français ont reçu le droit de divorcer dans le cas d'une faute.³⁵ Dans un pays catholique et sous un régime qui n'a jamais donné le droit de vote à la femme, le droit de divorce était un grand pas en avant et un succès. Les Françaises ont été autorisées à ouvrir un compte bancaire en 1884, et en 1907 elles pouvaient dépenser leur salaire indépendamment de leurs maris.³⁶ C'est étonnant de l'imaginer aujourd'hui, mais jusqu'à 1938, elles étaient considérées comme mineures par le droit.³⁷ Les réformes sous la III^e République ont beaucoup changé. Elles pouvaient aussi, après 1920, faire partie d'un syndicat sans permission de leur mari.³⁸ Les syndicats étaient importants pendant le régime.

III. D. Légalisation des syndicats

En mars 1884, la loi Waldeck-Rousseau a légalisé les syndicats.³⁹ Le mouvement ouvrier et le soutien des classes populaires étaient des soutiens essentiels pour l'idéologie unifiée en France pendant la III^e République. On peut voir l'importance des syndicats sous le Front Populaire. Édouard Lockroy, député à gauche et plus tard ministre du Commerce et de l'Industrie⁴⁰, soutenait la légalisation des syndicats avec la surveillance gouvernementale.⁴¹ Cela a uni la République, et a évité les conflits entre le gouvernement et les syndicats. Il n'y a pas eu

³⁵ Laurence Wylie & Jean-François Brière, *Les Français* (Upper Saddle River, NJ: Prentice Hall, 2001), p. 129.

³⁶ Wylie & Brière, *Les Français*, p. 129.

³⁷ *Ibid.*, p. 129.

³⁸ *Ibid.*, p. 129.

³⁹ Mollier & George, *La plus longue des Républiques*, p. 293.

⁴⁰ Pierrard, *Dictionnaire de la III^e République*, p. 163.

⁴¹ Mollier & George, *La plus longue des Républiques*, 292.

de soulèvement ouvrier comme la Commune, même pendant le Front Populaire. On peut donc considérer cela un grand succès du système.

III. E. L'extension de la presse

La République a créé des lois pour limiter le prix des journaux à un sou, ce qui a aidé la transmission d'informations à tous les Français.⁴² Juste avant la Première Guerre mondiale, 12 millions d'exemplaires de quotidiens circulaient en France.⁴³ On peut voir ce « ciment idéologique » du régime démocratique à travers l'accès de l'information aux citoyens et leur intérêt et participation active dans la République.⁴⁴ Il fallait que tout les Français puissent lire pour comprendre les journaux, ce qui montre un succès de l'école de Ferry. Ils lisaient dans la même langue (le français) et non pas dans les langues régionales (les patois), un signe d'unité nationale.

III. F. L'extension de l'éducation

Comme ministre de l'Instruction publique et plus tard Président du Conseil, Ferry a proposé des projets de loi sur l'école primaire en janvier 1880.⁴⁵ Après des débats, la loi sur l'école gratuite était votée en mai 1881 et elle était promulguée en juin 1881.⁴⁶ L'école obligatoire est devenue loi en mars 1882.⁴⁷ Par cette loi, les garçons et les filles devaient aller à l'école entre les âges de 6 à 13 ans.⁴⁸ Ce n'était que plus tard que l'éducation secondaire

⁴² Mollier & George, *La plus longue des Républiques*, p. 327.

⁴³ Ibid., p. 327.

⁴⁴ Ibid., p. 327.

⁴⁵ Jean-Michel Gaillard, *Jules Ferry* (n.p.: Fayard, 1989), p. 490.

⁴⁶ Ibid., p. 493.

⁴⁷ Ibid., p. 496.

⁴⁸ Ibid., p. 496.

deviendra gratuite (en 1933)⁴⁹, mais cela est arrivé quand même sous la III^e République. Pour comprendre l'importance de l'école républicaine, regardons les mots de Ferry lui-même :

« Elle est aujourd'hui, elle sera assurément aux yeux de l'Histoire, avec le rétablissement de notre force militaire et de notre outillage de guerre, le titre principal de la III^e République à la reconnaissance de l'Histoire et du pays. Mais cette œuvre scolaire n'est pas une œuvre personnelle, elle n'appartient en propre à qui que ce soit dans le parti républicain, car elle appartient au pays républicain tout entier. »⁵⁰

On peut voir le « ciment idéologique » autour de l'école publique et laïque. Ferry pensait que l'éducation était le « titre principal » du régime, ce qui met l'accent sur l'importance de l'instruction en français pour la nation et les valeurs républicaines pour les jeunes.

Avec l'éducation publique, l'analphabétisme est tombé massivement en France : en 1872, 43,4 pourcent des Français qui avaient plus de 20 ans ne pouvaient ni lire ni écrire, chiffre qui est tombé à 11,2 pourcent en 1911.⁵¹ En choisissant le français comme langue d'instruction (et non pas les patois), le pays s'unifiait sous ce ciment linguistique. Les lois Jules Ferry ont permis aux Français de tous lire les journaux nationaux en français, un autre élément du « ciment idéologique » et donc succès.

III. G. Colonies

En plus d'être partisan de l'école républicaine, Ferry soutenait l'impérialisme sous la III^e République. L'empire colonial était à son apogée sous ce régime. Aujourd'hui nous trouvons une

⁴⁹ Gaillard, *Jules Ferry*, p. 493

⁵⁰ Jules Ferry, lettre du 6 juin 1889 in Paul Robiquet, *Discours et opinions politiques de Jules Ferry* (Paris: Armand Colin, 1893-1898), t. VII, pp. 431-432.

⁵¹ *Statistique générale de la France. Résultats statistiques du recensement de la population effectué le 5 mars 1911* (Paris: Imprimerie nationale, 1913), t. I, chap. VI.

contradiction entre l'impérialisme et la démocratie. Cependant, à l'époque cela faisait partie du « ciment idéologique » de la République, et l'empire colonial était la preuve de l'unité et de la puissance du pays. Sur le plan idéologique, Mollier et George écrivent que « Le devoir de civilisation correspond à la fonction séculaire de la Grande Nation de 1789. Hier libératrice des peuples d'Europe, aujourd'hui des peuples africains ou asiatiques, elle conserve la première place dans l'échelle de la moralité. »⁵² Même si nous la voyons comme hypocrisie aujourd'hui, la mission civilisatrice à l'époque montrait la fierté du système républicain en France. Les Français voulaient répandre leur culture et valeurs aux peuples colonisés. Ferry, l'un des fondateurs de la III^e République, était aussi un grand partisan du colonialisme. Ferry montre cela à travers ses discours mais aussi à travers ses actions d'intervention en Indochine, Tunisie et Madagascar.⁵³

III. H. Réformes sous le Front Populaire

En 1936, quand Léon Blum est devenu Président du Conseil, il y avait des grèves très étendues en France. 12 000 grèves créaient du chaos dans le pays, avec 9 000 grèves d'occupation.⁵⁴ Blum avait peur que les services publics fassent la grève aussi.⁵⁵ En juin 1936, les Accords de Matignon ont été conclus entre Blum, la Confédération générale de la production française (groupe de patrons) et la Confédération générale du travail (syndicat).⁵⁶ Les salaires des ouvriers ont été augmentés, les syndicats ont reçu plus de liberté et les contrats collectifs ont été créés.⁵⁷ Suite aux négociations, Blum a même donné preuve écrite au chef de la CGT qu'il allait

⁵²Mollier & George, *La plus longue des Républiques*, pp. 228-9.

⁵³ Ibid., p. 235.

⁵⁴ Jacques Delperrié de Bayac, *Histoire du Front Populaire* (Paris: Fayard, 1972), p. 224.

⁵⁵ Ibid., p. 238.

⁵⁶ Ibid., p. 247.

⁵⁷ Ibid., p. 248.

proposer des projets de loi sur la semaine de 40 heures et les congés payés.⁵⁸ Sans provocation, cette note (adressée « Cher ami »⁵⁹) montre le rapport entre l'État et les ouvriers sous le Front Populaire. En juin 1936, les congés payés ont été établis à 15 jours par année.⁶⁰ C'était un grand succès de la III^e République d'avoir créé des lois à travers le système parlementaire sans soulèvement ouvrier. La semaine de 40 heures a été établie en juin 1936 aussi,⁶¹ une autre réussite.

Sous le Front Populaire, l'école est devenue obligatoire jusqu'à l'âge de 14 ans (août 1936),⁶² une extension des lois Jules Ferry. On peut voir le « ciment idéologique » à travers la continuation de la tradition de l'école républicaine qui unifiait le peuple. Le Front Populaire était un grand succès du système républicain.

IV. LES ÉPREUVES QUI MONTRENT LA SOLIDITÉ DU SYSTÈME POLITIQUE

On peut aussi voir les réussites et la solidité de la République pendant trois grandes épreuves qui auraient pu lui être fatales. Ici j'analyse le boulangisme, la Grande Guerre et la révolution communiste.

IV. A. Menace venant de la droite : Boulangisme

⁵⁸ Delperrié de Bayac, *Histoire du Front Populaire*, p. 247.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 247.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 257.

⁶¹ *Ibid.*, p. 256.

⁶² *Ibid.*, p. 257.

L'historien Jean-Marie Mayeur décrit le boulangisme comme la « première épreuve »⁶³ de la III^e République. Avec les grèves des années 1880 et en 1882 une crise économique, beaucoup d'ouvriers ne soutenaient pas le système parlementaire.⁶⁴ À l'époque, la République était à droite sur le plan social.⁶⁵ Les faiblesses du régime parlementaire, avec sa « valse des ministères »⁶⁶, contrastaient avec le général Boulanger, qui semblait être un leader fort qui pouvait diriger la France vers une revanche contre l'Allemagne. « L'aspiration à un régime fort, qui balaie les compromis et les compromissions de l'opportunisme, est inséparable de la volonté de rendre la parole au peuple, de rétablir la souveraineté populaire, confisquée par le parlementarisme ».⁶⁷ On pouvait voir comment « la parole du peuple » marchait à travers des plébiscites sous Napoléon III. Le système républicain, comme institution politique, était la cible de la colère des Boulangistes. La revanche (une invasion française contre l'Allemagne) serait plus facile avec un général nationaliste comme leader qu'avec un parlement.⁶⁸ Le nationalisme sous Boulanger contrastait avec les partis politiques dans l'Assemblée nationale qui se disputaient et créaient la désunion.⁶⁹

Maurice Barrès, partisan de Boulanger, montre bien les attitudes contre la République :

« Sur ce territoire habité par des fonctionnaires qui pensent à leur carrière, par des administrateurs qui rêvent des bains de mer l'été, le baccalauréat pour le fils, la dot pour la fille, et par des comités politiques qui, à défaut d'un principe d'unité nationale, proposent des formules de faction, un mot tomba de la tribune

⁶³ Mayeur, *La vie politique sous la Troisième République*, p. 119.

⁶⁴ Ibid., p. 119.

⁶⁵ Ibid., p. 119.

⁶⁶ Ibid., p. 119.

⁶⁷ Ibid., p. 127.

⁶⁸ Ibid., p. 127.

⁶⁹ Ibid., p. 127.

parlementaire et l'on vit se tourner vers le Palais-Bourbon des milliers de visages.

»⁷⁰

Avec tant de mépris pour la République, c'était incroyable comment le régime a survécu au boulangisme. En mai 1889, pendant la crise boulangiste, la République a organisé l'Exposition universelle qui commémorait le centenaire de la Révolution.⁷¹ L'unité idéologique pour fêter les idéaux républicains a diminué l'intensité autour du boulangisme et a renforcé la République.⁷² Grâce à ses atouts idéologiques, la République a survécu sans révision et, surtout, sans coup d'État par un général militaire ou ses partisans.

IV. B. La Grande Guerre

Quelques années plus tard, la III^e République a surmonté un autre grand défi : la Première Guerre mondiale. Au début de la Grande Guerre, le parlement a quitté Paris, et le soutien populaire du général Joffre « le met à l'abri de toute révocation par le pouvoir politique. »⁷³ Avec la censure et la propagande⁷⁴ quand le pays était en temps de guerre avec conscription, on peut voir que le système démocratique était menacé. Cependant, la République a survécu à ses pressions. Les sessions de l'Assemblée nationale sont rouvertes en décembre 1914, et en juillet 1916 des commissions du parlement étaient créées pour maintenir le contrôle civil du militaire.⁷⁵ Même si la France était en état de guerre, elle a réussi à maintenir son système démocratique.

⁷⁰ Maurice Barrès, *L'Appel au soldat* (Paris: Librairie Plon, 1900), pp. 32-3.

⁷¹ Mayeur, *La vie politique sous la Troisième République*, p. 132.

⁷² *Ibid.*, p. 132.

⁷³ Montero, *La France de 1914 à 1945*, p. 16.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 17.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 16.

La III^e République devait mobiliser le pays sur les plans économique, idéologique, financier, démographique et militaire pour une guerre de défense. Par exemple, la fabrication quotidienne d'obus en France a augmenté de 4.000 en 1914 à 260.000 en 1918.⁷⁶ Cette énorme expansion économique énorme était due à l'unité idéologique et politique sous la III^e République : le gouvernement devait mobiliser le pays à travers le dirigisme. Sur le plan financier, le budget annuel avant la guerre était 5 milliards francs-d'or.⁷⁷ Ayant dû dépenser 140 milliards de francs-d'or⁷⁸ pour financer la guerre de défense, c'était incroyable que la III^e République ne s'est pas effondrée.

Pour comprendre un peu mieux les pressions sur la République pendant la Première Guerre mondiale, notons quelques chiffres. 81 % de la fonte, 63 % de l'acier et 75 % du charbon français se trouvaient dans la zone occupée par les Allemands.⁷⁹ C'était incroyable que la France a gagné la guerre sans accès à beaucoup de ces ressources nécessaires pour fabriquer des armements. On peut bien comprendre les pressions sur les ministres de la République, et c'était un grand succès du système d'avoir coordonné la mobilisation des ressources. Enfin, je note que ces chiffres viennent du Ministère de la défense et des anciens combattants. C'est une source logique pour fournir ces statistiques. Mais venant du gouvernement français, il faut tenir en compte la possibilité d'un parti pris. Même aujourd'hui, la République veut prolonger sa vie à travers l'unité nationale.

La victoire militaire montrait un succès de la III^e République, mais les termes du traité de Versailles montraient un triomphe. La République a acquis les territoires de Cameroun, Togo,

⁷⁶ Montero, *La France de 1914 à 1945*, p 19.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 20.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 20.

⁷⁹ Ministère de la défense et des anciens combattants – France. « Le char Renault FT 17 » n.d.
<http://www.cheminsdememoire.gouv.fr/> (15 mars 2012).

Syrie et Liban des puissances vaincues.⁸⁰ Comme j'ai mentionné ci-dessus, l'empire colonial était vu comme un grand succès à l'époque. Maintenant, l'empire était encore plus grand, ce qui montrait un grand succès. Les Allemands devaient payer des réparations à la France, comme les Allemands ont imposé après la défaite française dans la Guerre franco-prussienne. En outre, l'Alsace et la Lorraine étaient rendues à la France, un échange comme après la Guerre franco-prussienne. On peut voir des similarités dans les deux conflits franco-allemands qui montraient une animosité intense entre les deux nations. Cela a rendu la victoire française plus importante dans l'histoire des deux pays et pour le « ciment idéologique » de la III^e République. Le militaire allemand est « anéanti, durablement hors d'état de nuire. »⁸¹ Cette fois-ci, c'était la République française qui a emporté la victoire aux dépens de l'ennemi allemand. De plus, la Tchécoslovaquie et la Pologne étaient créées au sein de l'Autriche-Hongrie.⁸² Ces alliés de la France⁸³ étaient comme une grande preuve du succès et de la victoire de la République française.

On peut comparer la victoire de la III^e République avec des autres pays combattants. Le Kaiser allemand et le tsar russe, par exemple, ont dû abdiquer en conséquence de la guerre. La dynastie Romanov, la dynastie qui a duré le plus longtemps en histoire européenne (et beaucoup plus longtemps que la III^e République française), s'est effondrée. Même en Amérique, le parti démocrate a perdu les élections de 1920, et les États-Unis de Wilson ont retourné à une politique d'isolationnisme. Mais en France, la III^e République a non pas simplement survécu à la Grande Guerre, elle l'a gagnée.

IV. C. Menace venant de la gauche : révolution

⁸⁰ Maurice Agulhon, *La République: L'élan fondateur et la grande blessure (1880 – 1932)* (Paris: Hachette, 1990), pp. 323-4.

⁸¹ Agulhon, *La République: L'élan fondateur et la grande blessure*, p. 324.

⁸² *Ibid.*, p. 324.

⁸³ *Ibid.*, p. 324.

Comme le coup d'État sous Boulanger (à droite), il y avait aussi la menace venant de la gauche. Une révolution communiste ciblait la République et le système parlementaire aussi. Pendant la polarisation idéologique des années 1930, une révolution à la soviétique était le but du parti communiste français. La gauche critiquait la République et le système parlementaire face au fascisme. Avec le Front populaire de 1936, c'était la première fois que le Président du Conseil appartenait à l'organisation socialiste SFIO.⁸⁴ Blum a unifié la gauche sans révolution, ce qui montre un grand succès du système politique sous la III^e République. Il a utilisé des symboles marxistes pour décrire son gouvernement : « Le parti politique du prolétariat, déclare-t-il alors, occupe le pouvoir gouvernemental pour que le fascisme ou ses complices n'y soient pas, pour empêcher que la force gouvernementale et les forces fascistes se combinent et se coalisent contre lui pour retrouver les meilleures chances de victoire ».⁸⁵ La coalition de la gauche était décrite comme « Le parti politique du prolétariat », une référence évidemment marxiste. Blum décrivait sa peur que « la force gouvernementale et les forces fascistes se combinent et se coalisent contre » le « parti politique du prolétariat ». Cela impliquait que le gouvernement pouvait s'allier vers la droite pour détruire la gauche et la classe populaire. Mais il n'y avait pas de révolution communiste contre la République, simplement des élections. Blum attendait même le dernier jour du mandat des députés pour proclamer la victoire de la SFIO, ce qui a montré son soutien du parlementarisme.⁸⁶

V. UNE FAIBLESSE MAJEURE DU SYSTÈME : L'INSTABILITÉ MINISTÉRIELLE

⁸⁴ Mayeur, *La vie politique sous la Troisième République*, p. 345.

⁸⁵ Blum in Delperrié de Bayac, *Histoire du Front populaire*, p. 133.

⁸⁶ Mollier & George, *La plus longue des Républiques*, p. 634.

Pour analyser ses échecs, le grand défaut du régime se trouvait dans le manque d'un exécutif fort. La III^e République n'était pas bien adaptée pour réagir à la crise économique et à la polarisation idéologique des années 1930. Le parlement contrôlait le pouvoir, avec des ministères qui pouvaient tomber à n'importe quel moment. La division des partis politiques rendait la création et le maintien des majorités souvent difficiles. Même au début de la III^e République, Jules Ferry trouvait un grand problème constitutionnel, décrit par l'auteur et historien Jean-Michel Gaillard :

« Ferry condamne le régime d'Assemblée sans contrepoids présidentiel et voit dans la toute-puissance de la Chambre une menace pour la bonne marche des institutions. ... C'en était fini de l'usage du droit de dissolution. Les présidents de la République, après Mac-Mahon, y ont explicitement renoncé. La voie de l'instabilité parlementaire et des crises ministérielles à répétition était ouverte, l'hégémonie sans partage de l'Assemblée assurée : la III^e République en mourra. La IV^e aussi. »⁸⁷

Plus tard, un des principes de base de la V^e République de de Gaulle sera d'établir un Président de la République fort. Il faut noter que Grévy, ayant vécu le coup d'État du président Louis-Napoléon, se méfiait de son poste. La constitution créée en 1875 donnait le droit de dissoudre la Chambre des Députés au Président de la République.⁸⁸ Même s'ils avaient ce pouvoir au début, les présidents de la République ne le faisaient pas, et on peut facilement comprendre pourquoi. La peur d'un exécutif fort avec l'appui du peuple dominait le régime.

Gaillard explique :

⁸⁷ Gaillard, *Jules Ferry*, p. 198.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 194.

« le régime d'assemblée, le gouvernement parlementaire, tel qu'il est pratiqué en Angleterre, risque de se discréditer très vite en France à cause de l'absence de tradition historique, de coutume qui en règle le fonctionnement et de l'inexistence de grands partis structurés susceptibles d'assurer la stabilité des gouvernements.

Comment concilier le régime parlementaire, que Jules Ferry appelle de ses vœux, avec la durée sans laquelle rien de solide ne peut être accompli ? »⁸⁹

On peut interpréter cette citation comme montrant un succès et aussi un échec de la III^e République. Le succès se trouvait dans l'établissement d'un nouveau système démocratique qui n'existait pas en France avant. L'exemple de l'Angleterre est mentionné, où il y avait une longue tradition du parlement depuis la Grande Charte. Mais cette citation ci-dessus mentionne aussi des défauts de la III^e République : l'instabilité ministérielle. « l'inexistence de grands partis structurés susceptibles d'assurer la stabilité des gouvernements » allait créer des problèmes de stabilité pour le gouvernement qui tombait souvent. Face à l'agression d'Hitler, l'instabilité ministérielle était une grande faiblesse de la III^e République. Notons les cas de la remilitarisation de la Rhénanie et de l'Anschluss.

V. A. La Rhénanie

La crise économique des années 30 avait frappé la France, et le système parlementaire n'était pas très efficace pour régler les problèmes. Pierre Laval a démissionné en janvier 1936 quand le parti radical-socialiste a choisi de soutenir les socialistes et communistes.⁹⁰ Le gouvernement intérimaire d'Albert Sarraut se composait des ministres à gauche et à droite

⁸⁹ Gaillard, *Jules Ferry*, p. 192.

⁹⁰ Duroselle, *Politique étrangère de la France*, p. 153.

comme compromis qui ne pouvaient pas être d'accord sur les grands problèmes⁹¹. Cela montre une grande faiblesse d'un système démocratique basé sur des compromis. Les élections pour créer un nouveau gouvernement étaient prévues pour avril et mai 1936.⁹²

La remilitarisation de la Rhénanie était interdite explicitement par les articles 42 et 43 du traité de Versailles (que l'Allemagne avait signé sous pression en 1919) et aussi par le traité de Locarno (que l'Allemagne avait signé librement en 1925).⁹³ L'Allemagne n'avait pas le droit de garder des troupes ou des fortifications militaires à moins de 50 km du Rhin.⁹⁴ Le but était de faciliter une intervention française si l'Allemagne envahissait la Tchécoslovaquie ou la Pologne (alliés des Français).⁹⁵

Avant les élections d'avril pour créer un gouvernement, les Allemands ont envahi la Rhénanie le 7 mars 1936.⁹⁶ Le gouvernement compromis de Sarraut n'était pas prêt pour répondre avec résistance militaire. Sans une réponse française, la position de la France était beaucoup plus faible. La tragédie de cette situation se trouvait dans le fait qu'Hitler était prêt à se replier s'il y avait la résistance militaire française.⁹⁷ On peut voir comment l'instabilité ministérielle était une des grandes faiblesses de la III^e République.

V. B. L'Anschluss

L'expansion allemande en Autriche est un autre exemple clair montrant comment l'instabilité ministérielle a handicapé la politique étrangère. Pendant la menace de l'union de l'Autriche et l'Allemagne (interdite par le traité de Versailles), le Président du Conseil Camille

⁹¹ Duroselle, *Politique étrangère de la France*, p. 153.

⁹² Mollier & George, *La plus longue des Républiques*, p. 633.

⁹³ Duroselle, *Politique étrangère de la France*, p. 157.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 157.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 158.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 168.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 168.

Chautemps a proposé une réponse ferme.⁹⁸ Mais les socialistes annonçaient qu'ils s'abstiendraient, et les communistes allaient voter contre les propositions de Chautemps.⁹⁹ À la suite des désaccords dans la Chambre des Députés, Chautemps a démissionné le 9 mars 1938.¹⁰⁰ Blum a essayé de créer un nouveau gouvernement, mais a eu des difficultés avec des partis d'opposition.¹⁰¹ Donc la France n'avait pas de leader le 12 mars 1938 quand les Allemands ont pris l'Autriche.¹⁰² Le manque d'un exécutif suffisamment fort était une grande faiblesse du système politique sous la III^e République. Comment peut-on combattre l'expansion d'Hitler sans un chef de gouvernement qui prenait les décisions en France ? Le Président de la République était une personnalité de prestige, et la présidence du Conseil n'était pas stable. Entre mai 1932 et février 1934, par exemple, les ministères n'avaient duré en moyenne que quatre mois,¹⁰³ et le ministère Blum mentionné ci-dessus n'a pas duré un mois entier.¹⁰⁴ Sur le plan politique, l'instabilité ministérielle était une grande faiblesse du régime.

VI. LES CAUSES DU DÉCLIN DU RÉGIME

La grande cause lointaine du déclin du régime était la Grande Guerre. La détérioration des rapports internationaux entre les Alliés a mené à la chute de la III^e République.

VI. A. La Grande Guerre

⁹⁸ Sowerwine, *France Since 1870*, p. 169.

⁹⁹ Ibid., p. 169.

¹⁰⁰ Ibid., p. 169.

¹⁰¹ Ibid., p. 169.

¹⁰² Ibid., p. 169.

¹⁰³ Muriel Montero, *La France de 1914 à 1945* (n.p.: Armand Colin, 2001), p. 148.

¹⁰⁴ Sowerwine, *France Since 1870*, p. 170.

Même si la République a survécu à la Première Guerre mondiale, la France était « fatally weakened », d'après les mots de l'historien William Fortescue¹⁰⁵. Le mot « *fatally* » décrit bien la situation ; la guerre a épuisé la France sur les plans militaire, psychologique, démographique et économique, et la *fatalité* de la République était évidente. Le mot *fatalité* a un sens de l'inévitabilité, et le mot anglais *fatally* a le sens de *mortellement* ou *irréremédiablement*. On peut facilement comprendre les effets fatals de la Grande Guerre. Mais qu'est-ce qui a poussé le gouvernement français à participer à ce conflit ? La III^e République, même si elle voulait unifier les nationalistes français pour soutenir la France pendant une guerre avec l'Allemagne, n'a pas initié la Grande Guerre. Évidemment, les alliances avec l'Angleterre et la Russie n'étaient pas faites exprès pour affaiblir le régime républicain français. Le gouvernement français se préparait simplement à se défendre d'une nouvelle invasion allemande. Mais on peut voir rétrospectivement que la Grande Guerre allait fortement affaiblir la France sur le plan économique, et plus tard, sur le plan politique. Azéma et Winock notent : « Paradoxalement, lors même qu'il allait faire la démonstration de sa cohérence et atteindre au plus haut de sa gloire, le régime allait perdre dans la sanglante bataille quelques-unes des principales bases humaines et matérielles de son harmonie, ce qui rend ambiguë la portée de la Victoire. »¹⁰⁶ Sur le plan démographique, la population française tombait. Avec 600.000 veuves comme résultat de la guerre, le taux de natalité a chuté en France.¹⁰⁷ Après 1936, le taux de natalité français était le plus bas du monde.¹⁰⁸ Sur le plan économique, l'inflation était un grand problème après la

¹⁰⁵ William Fortescue, *The Third Republic in France 1870-1940: Conflicts and Continuities* (London: Routledge, 2000), p. 138.

¹⁰⁶ Azéma & Winock, « *Naissance et mort ...* », p. 101.

¹⁰⁷ Jean-Paul Barrière, *La France au XX^e siècle* (Paris: Hachette, 2000), p. 23.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 24.

guerre.¹⁰⁹ Entre 1914 et 1928, le franc a perdu cinq fois de sa valeur.¹¹⁰ Après la Grande Guerre, la France était un pays en crise.

VI. B. Le traité de Versailles

Les fléaux du traité de Versailles étaient fatals pour la III^e République aussi. Fortescue décrit le désarmement et les réparations comme étant « probably unenforcible from the start, and were certainly unenforcible by France alone. »¹¹¹ Après le rejet du traité par le sénat américain, la III^e République avait deux recours pour sa sécurité : les alliés en Europe orientale et le traité de Versailles.¹¹² La position de la France se trouvait compromise, mais ce n'était pas de sa faute. Notons, par exemple, les paroles du président américain Wilson au Sénat français en février 1919 : « the same thing will happen always that happened this time, that there shall never be any doubt or waiting or surmise, but that whenever France or any other free people is threatened the whole world will be ready to vindicate its liberty »¹¹³. Après la guerre était déclarée en septembre 1939, les États-Unis n'entrent pas en guerre pour sauver la France menacée. Ce n'était qu'en décembre 1941, bien après la chute de la III^e République, que les États-Unis ont quitté l'isolationnisme.

VI. C. Les affaires étrangères

Une des causes de la Première Guerre mondiale était dans les alliances créées par les traités secrets. Après la Grande Guerre, la diplomatie française travaillait surtout via la SDN.¹¹⁴

¹⁰⁹ Barrière, *La France au XX^e siècle*, p. 25.

¹¹⁰ Jean-Baptiste Duroselle, *La France et les États-Unis: Des origines à nos jours* (Paris: Seuil, 1976), p. 134.

¹¹¹ Fortescue, *The Third Republic in France 1870 – 1940*, p. 138.

¹¹² Armand Hage, *Histoire de relations franco-américaines: Des origines à nos jours* (Paris: Ellipses, 2010), p. 120.

¹¹³ Woodrow Wilson, *The Public Papers of Woodrow Wilson* (New York: Harper & Brothers, 1927), vol. 5, p. 407.

¹¹⁴ Néré, *La Troisième République (1914 – 1940)*, p. 208.

Notez que le premier des quatorze points que Wilson voulait avancer à la Conférence de Paix en 1919 était : « Open covenants of peace, openly arrived at, after which there shall be no private international understandings of any kind but diplomacy shall proceed always frankly and in public view. »¹¹⁵ Le retour de la diplomatie secrète a mené à la Seconde Guerre mondiale et la chute de la III^e République. Notons que c'était à cause des problèmes venant de l'étranger (et de l'invasion allemande) que la III^e République est tombée. La chute n'était pas la faute directe du système politique de la III^e République. Les rapports internationaux, comme ceux qui ont mené à la Première Guerre mondiale, ont créé un danger pour la France.

VI. D. Les dettes de guerre

Une source de problèmes entre la France et les États-Unis était les dettes de guerre. Avant la guerre, le budget français était 5 milliards de francs chaque année ; maintenant la dette française à l'étranger totalisait 36 milliards de francs, avec 21 milliards dus aux États-Unis !¹¹⁶ La dette française aux Américains était quatre fois plus grande que le budget annuel de la République française en 1913. Les banques américaines, et le gouvernement des États-Unis, voulaient que la France rembourse ses dettes. Mais il faut noter la grave inflation en France et les destructions pendant la guerre sur la terre française. Même si la France voulait se protéger d'une prochaine invasion allemande, beaucoup avait changé depuis la guerre. Avec la dette énorme due aux Américains, la France n'avait plus assez de pouvoir sur le plan international.

VI. E. Le pacifisme et le désarmement

¹¹⁵ Woodrow Wilson, *The Papers of Woodrow Wilson* (Princeton, NJ: Princeton University Press, 1984), vol. 45, p. 536.

¹¹⁶ Duroselle, *La France et les États-Unis*, p. 132.

Les États-Unis et l'Angleterre, tous les deux protégés par les mers d'une expansion allemande, proposaient le désarmement, et la France n'avait pas beaucoup de choix. Avec le désarmement commandé par les Américains et les Anglais, la France était beaucoup réduite dans ses capacités à se protéger. Par exemple, la conférence du désarmement à Washington de 1921 à 1922 montrait un changement historique de la puissance française dans le monde.¹¹⁷ Contrainte à réduire ses forces militaires, la III^e République devait diminuer ses capacités de défense contre l'Allemagne. Évidemment cela réduisait la durée de vie d'une République menacée par Hitler.

VI. F. La fin du régime

Après l'invasion nazie et une catastrophe militaire, l'Assemblée nationale était vue comme coupable de la défaite. Néré explique que les députés :

« étaient, comme le pays lui-même, écrasés par l'événement, et le déracinement les privait de leur ressort moral et de leur capacité de résistance. Ils étaient de surcroît paralysés par leur impopularité : la masse des Français les rendait eux-mêmes, ainsi que leur régime, responsables de leurs malheurs. Ils constituaient un bouc émissaire commode, qu'on pouvait charger des fautes de la nation tout entière : car, comme après 1871, la défaite amena des réflexions sur la décadence morale et sociale de la France. »¹¹⁸

On peut voir la crise militaire, politique et psychologique de la défaite. La République est morte d'un suicide. Ce n'était pas un coup d'État ou un déclin naturel qui a mis fin à la III^e République. L'Assemblée nationale elle-même a voté la suspension de la Constitution en juillet 1940 :

¹¹⁷ Hage, *Histoire de relations franco-américaines*, p. 122.

¹¹⁸ Néré, *La Troisième République (1914 – 1940)*, p. 204.

« L'Assemblée Nationale décide :

1° L'application des lois constitutionnelles des 24, 25 février et 16 juillet 1875 est suspendue jusqu'à la conclusion de la paix :

2° M. le Maréchal Pétain a tous pouvoirs pour prendre, par décrets ayant force de lois, les mesures nécessaires au maintien de l'ordre, à la vie et au relèvement du pays et à la libération du territoire ;

3° L'Assemblée Nationale confie à M. le Maréchal Pétain la mission de préparer, en collaboration avec les Commissions compétentes, les constitutions nouvelles qui seront soumises à l'acceptation de la nation dès que les circonstances permettront une libre consultation. »¹¹⁹

Philippe Pétain était maréchal de France et héros national après sa défense à Verdun pendant la Première Guerre mondiale.¹²⁰ Il était chef de l'État français à Vichy, et la constitution mentionnée ci-dessus n'était jamais écrite. La fin de la III^e République était une tragédie, mais la collaboration et la déportation des Juifs et autres ont commencé une tragédie encore plus sombre dans l'histoire de la France.

VII. CONCLUSION

La III^e République n'est pas morte d'un déclin, et, d'après mon analyse, a été beaucoup plus un succès qu'un échec. Son « ciment idéologique » a unifié le pays pendant soixante-dix ans, faisant de la III^e République le régime qui a duré le plus longtemps depuis la chute de l'Ancien Régime jusqu'à aujourd'hui. Cette expérience républicaine, nouvelle et sans précédent,

¹¹⁹ Cité in Néré, *La Troisième République (1914 – 1940)*, p. 205.

¹²⁰ Carpentier et al., *Histoire de France*, p. 323.

a établi la démocratie parlementaire, la première valeur du régime. La République laïque était établie, ce qui est encore aujourd'hui très important en France. Les femmes ont gagné plus de droits et les syndicats ont été permis et se sont développés. Les journaux unifiaient les Français pour participer à la démocratie. L'école a permis à presque tout le monde de lire dans la langue nationale. Les colonies étaient la preuve de l'essor de la France sur les plans culturel et politique. L'unité du pays se voyait aussi dans l'apogée de l'empire colonial. La résolution de la crise boulangiste et l'absence d'un coup d'État communiste montraient le succès du système politique. La Première Guerre mondiale, que la France a gagné, était une victoire de la République.

Une grande faiblesse de la III^e République se trouvait dans l'instabilité ministérielle qui a créé des problèmes pour les affaires étrangères de la France. On peut voir cela pendant le réarmement de la Rhénanie et pendant l'Anschluss, par exemple. Les pressions sur la République qui ont mené à son déclin étaient surtout dues aux effets épuisants de la Grande Guerre. Les rapports internationaux très tendus et l'invasion ont provoqué une grande pression sur la République qui a mené à sa chute en 1940. Je pense que les historiens doivent mettre plus d'accent sur les rapports internationaux que sur le système républicain quand on analyse les causes de la chute du régime.

Pour terminer, je cite l'écrivain Raymond Aron qui disait à de Gaulle : « La France fait de temps en temps une révolution, jamais de réformes ».¹²¹ De Gaulle a répondu : « La France ne fait jamais de réformes que dans la foulée d'une révolution. »¹²² Je pense que cela montre un succès profond de la III^e République : au lieu d'avoir des réformes via des révolutions sanglantes, le régime a pu créer un système qui permettait des réformes. On peut voir cela dans tous les pas en avance mentionnés ci-dessus. Même si le régime était mal adapté à la menace nazie et à la

¹²¹ Henri Mendras & Laurence Duboys Fresney, *Français comme vous avez changé* (Paris: Tallandier, 2004), quatrième de couverture.

¹²² Ibid., quatrième de couverture.

crise économique pendant la dernière décennie de son existence, la III^e République était bien adaptée à beaucoup d'autres changements dans la société française sur les plans culturel, social et politique. Comme l'Empire romain, la III^e République a été pour les Français un certain âge d'or.

ŒUVRES CITÉES

Agulhon, Maurice, *La République: L'élan fondateur et la grande blessure (1880 – 1932)* (Paris: Hachette, 1990).

Azéma, Jean-Pierre & Michel Winock, « *Naissance et mort ...* »: *La III^e République (1870 – 1940)* (Paris: Calmann-Lévy, 1976).

Barrès, Maurice, *L'Appel au soldat* (Paris: Librairie Plon, 1900).

Barrière, Jean-Paul, *La France au XX^e siècle* (Paris: Hachette, 2000).

Bluche, Frédéric, *Manuel d'histoire politique de la France contemporaine* (Paris: Presses Universitaires de France, 2008).

Burguière, André, & Jacques Revel, *Histoire de la France* (n.p.: Le Seuil, 1993).

Carpentier, Jean, François Lebrun, Élisabeth Carpentier, Jean-Marie Mayeur, & Alain Tranoy, *Histoire de France* (Paris: Éditions du Seuil, 1987).

Delperrié de Bayac, Jacques, *Histoire du Front Populaire* (Paris: Fayard, 1972).

Duroselle, Jean-Baptiste, *La France et les États-Unis: Des origines à nos jours* (Paris: Seuil, 1976).

Duroselle, Jean-Baptiste, *Politique étrangère de la France: La décadence, 1932-1939* (Paris: Imprimerie nationale, 1979).

Fortescue, William, *The Third Republic in France 1870-1940: Conflicts and Continuities* (London: Routledge, 2000).

Gaillard, Jean-Michel, *Jules Ferry* (n.p.: Fayard, 1989).

Hage, Armand, *Histoire de relations franco-américaines: Des origines à nos jours* (Paris: Ellipses, 2010).

- Mayeur, Jean-Marie, *La vie politique sous la Troisième République: 1870 – 1940* (Paris: Éditions du Seuil, 1984).
- Mendras, Henri & Laurence Duboys Fresney, *Français comme vous avez changé* (Paris: Tallandier, 2004).
- Ministère de la défense et des anciens combattants – France. « Le char Renault FT 17 » n.d.
<http://www.cheminsdememoire.gouv.fr/> (15 mars 2012)
- Mollier, Jean-Yves & Jocelyne George, *La plus longue des Républiques: 1870 – 1940* (n.p.: Librairie Arthème Fayard, 1994).
- Montero, Muriel, *La France de 1914 à 1945* (n.p.: Armand Colin, 2001).
- Néré, Jacques, *La Troisième République: 1914 – 1940* (Paris: Librairie Armand Colin, 1965).
- Ozanam, Frédéric, *Lettres de Frédéric Ozanam* (Paris: CELSE, 1978).
- Pierrard, Pierre, *Dictionnaire de la III^e République* (Paris: Librairie Larousse, 1968).
- Robiquet, Paul, *Discours et opinions politiques de Jules Ferry* (Paris: Armand Colin, 1893-1898).
- Sowerwine, Charles, *France Since 1870: Culture, Society and the Making of the Republic* (New York: Palgrave Macmillan, 2009).
- Statistique générale de la France. Résultats statistiques du recensement de la population effectué le 5 mars 1911* (Paris: Imprimerie nationale, 1913).
- Wilson, Woodrow, *The Papers of Woodrow Wilson* (Princeton, NJ: Princeton University Press, 1984).
- Wilson, Woodrow, *The Public Papers of Woodrow Wilson* (New York: Harper & Brothers, 1927).

Wylie, Laurence & Jean-François Brière, *Les Français* (Upper Saddle River, NJ: Prentice Hall, 2001).

ŒUVRES CONSULTÉES

- Agulhon, Maurice, *La République: Nouveaux drames et nouveaux espoirs (1932 à nos jours)* (Paris: Hachette, 1997).
- Anderson, R. D., *France 1870 – 1914: Politics and Society* (London: Routledge & Kegan Paul, 1977).
- Basset, Pierre, *La Troisième République: Une République qui n'a pas su se faire aimer (1870 - 1940)* (Saint-Germain-en-Laye, France: In Octavo Éditions, 2003).
- Baumont, Maurice, *Gloires et tragédies de la III^e République* (Paris: Hachette, 1956).
- Becker, Jean-Jacques, « Clemenceau et Wilson » in *Actes du colloque : Georges Clemenceau et le monde anglo-saxon* (La Crèche, France: Geste, 2005).
- Becker, Jean-Jacques, Jay M. Winter, Gerd Krumeich, Annette Becker & Stéphane Audoin-Rouzeau, *Guerre et cultes: 1914 – 1918* (Paris: Armand Colin, 1994).
- Blumenthal, Henry, *Illusion and Reality in Franco-American Diplomacy 1914-1945* (Baton Rouge, LA: Louisiana State University Press, 1986).
- Bruce, Robert, *A Fraternity of Arms: America and France in the Great War* (Lawrence, Kansas: University Press of Kansas, 2003).
- Burns, Michael, *Rural Society and French Politics: Boulangism and the Dreyfus Affair, 1886-1900* (Princeton, NJ: Princeton University Press, 1984).
- Doise, Jean & Maurice Vaïsse, *Politique étrangère de la France : Diplomatie et outil militaire, 1871-1991* (Paris: Seuil, 1992).
- Dominique, Pierre, *Clemenceau* (Paris: Hachette, 1963).
- Duroselle, Jean-Baptiste, *Clemenceau* (n.p.: Fayard, 1988).
- Duroselle, Jean-Baptiste, *La Grande Guerre des Français* (Paris: Perrin, 1994).

- Erlanger, Philippe, *Clemenceau* (n.p.: Grasset, 1968).
- Fohlen, Claude, *La France de l'entre-deux-guerres 1917-1939* (n.p.: Casterman, 1972).
- French, David, "Welfare and National Defense," in *A Companion to Modern European History 1871-1945*, Ed. Martin Pugh (Oxford, UK: Blackwell, 1997).
- Garrigues, Jean, *Le général Boulanger* (Paris: Olivier Orban, 1991).
- Guiral, Pierre, *Clemenceau en son temps* (Paris: Éditions Grasset & Fasquelle, 1994).
- Harding, James, *The Astonishing Adventure of General Boulanger* (New York: Charles Scribner's Sons, 1971).
- Irvine, William, *The Boulanger Affair Reconsidered: Royalism, Boulangism, and the Origins of the Radical Right in France* (New York: Oxford University Press, 1989).
- Jeambrun, Pierre, *Jules Grévy ou la République debout* (Paris: Tallandier, 1991).
- Jackson, J. Hampden, *Clemenceau and the Third Republic* (New York: The Macmillan Company, 1948).
- Jackson, Peter, "Politics, Culture and the Security of France: A Reinterpretation of French Foreign and Security Policy after the First World War," *French Historical Studies*, Vol. 34 No. 4, Fall 2011.
- Kergoat, Jacques, *La France du Front Populaire* (Paris: Éditions la Découverte, 1986).
- Leduc, Jean, *Histoire de la France: l'enracinement de la République 1879-1918* (Paris: Hachette, 1991).
- Leffler, Melvyn P., *The Elusive Quest: America's Pursuit of European Stability and French Security, 1919-1933* (Chapel Hill, NC: The University of North Carolina Press, 1979).
- Lodge, R. Anthony, *French: From Dialect to Standard* (London: Routledge, 1993).

- Mayeur, Jean-Marie & Madeleine Reberieux, *The Third Republic from its Origins to the Great War, 1871-1914*, trans. J. R. Foster (Cambridge, UK: Cambridge University Press, 1984).
- Milza, Pierre, « *L'année terrible* » : *La Guerre franco-prussienne (septembre 1870-mars 1871)* (n.p.: Perrin, 2009).
- Milza, Pierre, « *L'année terrible* » : *La Commune (mars-juin 1871)* (n.p.: Perrin, 2009).
- Miquel, Pierre, *La Grande Guerre* (n.p.: Librairie Arthème Fayard, 1983).
- Rebérioux, Madeleine & Gilles Candar, *Jaurès et les intellectuels* (Paris: Les Éditions de l'Atelier, 1994).
- Rioux, Jean-Pierre, *Jean Jaurès* (Paris: Perrin, 2005).
- Roth, François, *La guerre de 1870* (Paris: Fayard, 1990).
- Rudelle, Odile, « Jules Ferry et le gouvernement de la République » in *Jules Ferry: Fondateur de la République*, Ed. François Furet (Paris: Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1985).
- Seager, Frederic, *The Boulanger Affair: Political Crossroad of France 1886-1889* (Ithaca, NY: Cornell University Press, 1969).
- Tint, Herbert, *France since 1918* (New York: Harper & Row Publishers, 1970).
- Vallaud, Pierre, *14 – 18 la première guerre mondiale: volume I* (n.p.: Éditions Fayard, 2004).
- Vallaud, Pierre, *14 – 18 la première guerre mondiale: volume II* (n.p.: Éditions Fayard, 2004).
- Watson, David Robin, *Georges Clemenceau: A Political Biography* (n.p.: Eyre Methuen, 1974).
- Winock, Michel, “Socialism and Boulangism, 1887-89” in *The Development of the Radical Right in France: From Boulanger to Le Pen*, Trans. & Ed. Edward J. Arnold (New York: St Martin's Press, 2000).